



Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du prochain budget fédéral

Le 5 août 2025





Recommandations

- 1 Que le gouvernement du Canada intègre le Programme national d'alimentation scolaire dans la législation afin d'assurer un financement stable et durable à long terme pour les élèves, indépendamment des changements de leadership politique ou des cycles financiers.
- 2 Que le gouvernement du Canada donne suite à l'engagement qu'il a pris dans sa plateforme électorale d'investir dans les aliments fabriqués au Canada dans le cadre du programme alimentaire scolaire, et qu'il maintienne et élargisse le Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire en tant que source de financement dédiée et à long terme pour répondre aux besoins d'infrastructure des programmes alimentaires scolaires dans l'ensemble du pays.
- 3 Que le gouvernement du Canada tire parti de l'expertise unique et éprouvée du Club des petits déjeuners et lui alloue 50 millions de dollars par an, pour un total de 200 millions de dollars sur quatre ans, afin de renforcer les programmes de petits déjeuners existants sous-financés et de combler les lacunes prioritaires.
- 4 Que le gouvernement du Canada investisse dans le Partenariat de recherche sur le Programme national d'alimentation scolaire afin d'évaluer la mise en œuvre et les premiers effets du programme et de la politique nationale d'alimentation scolaire du Canada.

Club des petits déjeuners

Au Canada, l'insécurité alimentaire touche des millions d'enfants chaque jour et les empêche d'apprendre et de s'épanouir. En collaboration avec des centaines de partenaires scolaires et communautaires à travers le pays, le Club des petits déjeuners (Club) a pour mission de veiller à ce que tous les enfants aient une chance égale de réussir en leur permettant de prendre un petit déjeuner nutritif dans un environnement sûr et bienveillant.

Avec 30 ans d'expérience, le Club est devenu une référence en sécurité alimentaire dans les milieux scolaires, appuyant avec ses partenaires communautaires plus de 3 800 programmes, offrant ainsi un accès à une population scolaire totale de plus de 1 million d'élèves, et où approximativement 655 000 déjeuners sont servis quotidiennement d'un bout à l'autre du pays.



Contexte : Aucun enfant ne devrait souffrir de la faim au Canada

Les efforts pour lutter contre l'insécurité alimentaire chez les enfants ont gagné en ampleur ces dernières années, alimentés par une inflation sans précédent, des pressions économiques croissantes sur les familles et une reconnaissance du rôle essentiel des programmes d'alimentation scolaire dans la santé, l'apprentissage et le développement des enfants. La signature par le gouvernement fédéral d'accords bilatéraux pour le Programme national d'alimentation scolaire (PNAS) ainsi que le lancement du Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire (FIAS) marquent des avancées significatives.

Pourtant, malgré ces progrès, les besoins sur le terrain restent urgents, et partiellement comblés dans de trop nombreuses communautés. Le Canada est confronté à une escalade de l'insécurité alimentaire, comme le confirme le rapport de Deuxième récolte Le coût des conflits : les droits de douane et la précarité alimentaire, qui met en garde contre l'augmentation des pertes d'emploi et les chocs liés à l'inflation, y compris les droits de douane, qui continuent à faire grimper le coût des denrées alimentaires. Pour de nombreuses familles, cela signifie des difficultés croissantes et un besoin accru à l'égard des programmes d'alimentation scolaire.

Ces programmes contribuent à réduire les coûts pour la population canadienne et à les aider à progresser, ce qui constitue l'une des priorités les plus urgentes du gouvernement fédéral. Pourtant, les investissements publics existants, bien que vitaux, ne sont pas à la hauteur de l'ampleur requise pour garantir qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte. Pour combler ce fossé, une plus grande coordination et des investissements soutenus sont nécessaires.

Des études telles que The State of School Food in Canada appellent à un investissement public et à un engagement politique soutenus pour mettre en place un programme d'alimentation scolaire universel et augmenter le nombre de repas servis. De même, le Bilan Innocenti19 de l'UNICEF souligne que si des politiques telles que les programmes d'alimentation scolaire sont en place au Canada, elles nécessitent encore une plus grande portée et des investissements plus importants pour produire un effet significatif sur les résultats des enfants. L'UNICEF demande expressément à tous les ordres de gouvernement de veiller à ce que chaque enfant ait accès à une alimentation saine à l'école, tous les jours.

L'engagement pris par le Parti libéral du Canada dans le cadre de la plateforme 2025 de rendre le PNAS permanent constitue une étape essentielle. Il indique que l'alimentation scolaire constitue un soutien pour les familles qui travaillent et une protection pour les enfants confrontés à la précarité alimentaire.



Avec un financement et une coordination appropriée, le Club est prêt à contribuer à la réalisation de cette ambition commune, pour faire en sorte qu'aucun enfant au Canada n'aille à l'école le ventre vide.

L'accès universel à l'alimentation dans les écoles ne représente pas seulement une réponse à l'augmentation des coûts et à l'aggravation des inégalités : il s'agit d'un investissement à court, moyen et à long terme dans la santé, les résultats scolaires et la résilience économique des communautés canadiennes. C'est un moyen concret de réduire les coûts pour les familles et d'aider la prochaine génération à prospérer.

Recommandation 1: Que le gouvernement du Canada intègre le PNAS dans la législation pour assurer un financement stable et durable à long terme pour les élèves, indépendamment des changements de leadership politique ou des cycles financiers.

Des progrès significatifs ont été accomplis pour la mise en place d'un PNAS au Canada. L'engagement historique d'un milliard de dollars sur cinq ans du gouvernement fédéral dans le budget 2024 a marqué une étape cruciale, témoignant d'une forte reconnaissance du rôle que jouent les programmes alimentaires scolaires dans l'amélioration de la santé, la réussite scolaire et le bien-être des enfants, tout en aidant les familles à gérer l'augmentation des coûts alimentaires.

Toutefois, pour que cette dynamique débouche sur un changement durable, le PNAS doit être intégré dans la législation pour assurer un financement permanent et une stabilité, le protégeant ainsi des changements de leadership politique ou de cycles financiers. Cela donnerait également aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones la confiance nécessaire pour réaliser des investissements à long terme dans les infrastructures, le personnel et les chaînes d'approvisionnement alimentaire.





À l'instar de certaines provinces, nous recommandons que le nouveau gouvernement du Canada établisse un projet de loi permanent sur les programmes alimentaires scolaires à l'échelle nationale, soutenu par des garanties solides. Des pays comme le Brésil et la Suède ont depuis longtemps inscrit l'alimentation scolaire dans la législation, créant ainsi des programmes résilients capables de s'adapter aux défis.

Le Canada a déjà créé un précédent avec la Loi sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants au Canada, qui garantit un financement fédéral stable pour l'apprentissage des jeunes enfants. L'intégration du PNAS dans la loi refléterait cet engagement, en garantissant un financement prévisible, en promouvant un accès équitable à des aliments nutritifs et en soutenant le bien-être et la réussite scolaire de tous les enfants.

Recommandation 2: Que le gouvernement du Canada donne suite à l'engagement qu'il a pris dans sa plateforme électorale d'investir dans les aliments fabriqués au Canada, et qu'il maintienne et élargisse le FIAS en tant que source de financement dédiée et à long terme pour répondre aux besoins d'infrastructure des programmes alimentaires scolaires dans l'ensemble du pays.

Le programme du Parti libéral du Canada comprend un investissement de 20 millions de dollars spécifiquement consacré à l'achat d'aliments fabriqués au Canada dans le cadre des programmes alimentaires scolaires. Cela reflète une priorité claire de soutenir les producteurs locaux et de promouvoir des aliments frais et nutritifs dans les écoles à travers le Canada. L'initiative doit être élaborée en consultation avec les principales parties prenantes afin de s'assurer qu'elle répond aux réalités régionales et aux besoins de la communauté.

Dans le même temps, le contexte politique et économique actuel reste instable et difficile pour les familles et les organisations à but non lucratif (OBNL). Les organisations qui gèrent les programmes alimentaires scolaires ressentent déjà les répercussions de ces incertitudes et ont besoin d'un soutien fédéral durable pour continuer à fournir un filet de sécurité sociale vital aux familles et aux enfants vulnérables.

Dans ce contexte, il est essentiel de continuer à investir et à développer le FIAS. Introduit avec un investissement initial de 20 millions de dollars dans le budget 2024, le FIAS sert de flux de financement à long terme pour soutenir les besoins en infrastructure – tels que les cuisines, l'entreposage et l'équipement – qui permettent une prestation efficace des programmes alimentaires scolaires à l'échelle nationale appuyé par les OBNL.



Le maintien et l'augmentation de ce fond renforceront la capacité à répondre à la demande croissante et à s'adapter à l'évolution des défis, en veillant à ce que les enfants reçoivent des aliments frais, nutritifs et fabriqués au Canada.

De plus, il est essentiel de reconnaître que l'infrastructure communautaire dédiée à l'alimentation scolaire reste une priorité dans toutes les provinces et tous les territoires. Malgré l'investissement actuel dans le FIAS, il existe encore des lacunes urgentes en matière d'infrastructures dans tout le pays, comme le montre notre [aperçu des besoins en infrastructures](#) (février 2024).

Aller de l'avant avec l'engagement de la plateforme et soutenir le FIAS permettra de fournir un soutien essentiel et prévisible qui améliorera la sécurité alimentaire, renforcera les systèmes alimentaires locaux et aidera les enfants vulnérables à s'épanouir à l'école.

Recommandation 3: Que le gouvernement du Canada tire parti de l'expertise unique et éprouvée du Club des petits déjeuners et alloue 50 millions de dollars par an, pour un total de 200 millions de dollars sur quatre ans, afin d'améliorer les programmes de petits déjeuners existants sous-financés et de combler les lacunes prioritaires.

Le Club demande une somme de 50 millions de dollars par an pour répondre aux besoins croissants des programmes actuels en collaboration avec de multiples partenaires. Ce montant permettra au Club de continuer à collaborer avec les communautés scolaires, afin de compenser les coûts associés à l'augmentation des frais de nourriture et de transport, à l'équipement scolaire et au nombre croissant d'élèves qui ont besoin de ces programmes. L'investissement accru permettrait au Club d'accroître la capacité des programmes tout en veillant à ce qu'aucun élève ne soit refusé en raison d'un manque de ressources, d'offrir une plus grande variété de menus alignés sur le Guide alimentaire canadien, de travailler à la mise en place de projets d'accès à la nourriture locale.

Le rapport déjà mentionné de Deuxième récolte Le coût des conflits: les droits de douane et la précarité alimentaire met également en évidence les pressions croissantes exercées sur les organisations caritatives alimentaires, ventilées par contexte provincial. Le rapport indique également que les dons philanthropiques pourraient diminuer de 100 millions de dollars en 2026 par rapport aux projections pré-tarifaires. Cette réduction risque de diminuer le rendement social des investissements générés par les activités non lucratives, au moment même où la demande de services – y compris les programmes alimentaires scolaires – devrait augmenter. Comme l'ont montré le Club et d'autres parties prenantes au cours des 30 dernières années, les dons privés et philanthropiques sont souvent considérés comme un levier important pour étendre l'effet des dépenses publiques.



Un rapport de PwC souligne encore ces défis et le besoin urgent d'un financement stable pour soutenir le secteur à but non lucratif dans un contexte de pressions économiques et d'incertitudes commerciales.

Cette proposition s'inscrit directement dans la priorité du mandat du gouvernement, qui est de «réduire les coûts pour les familles et de les aider à progresser». Les programmes alimentaires scolaires réduisent les frais à la charge des familles, libèrent le budget des ménages et améliorent la santé, l'assiduité et les résultats scolaires des enfants.

Dans le contexte d'une instabilité sans précédent du marché mondial – due en partie à l'augmentation et à l'imprévisibilité de la chaîne d'approvisionnement – des organisations comme le Club sont confrontées à une pression opérationnelle accrue tout en essayant de répondre aux besoins croissants de la communauté. Cette situation exceptionnelle appelle une intervention tout aussi exceptionnelle pour stabiliser et soutenir l'écosystème de l'alimentation scolaire qui continue à servir les personnes les plus vulnérables.

Comme l'a montré le Fonds d'urgence pour la sécurité alimentaire, le Club occupe une place de choix pour aider le gouvernement à fournir une assistance immédiate aux communautés canadiennes vulnérables.

Recommandation 4: Que le gouvernement du Canada investisse dans le Partenariat de recherche sur le Programme national d'alimentation scolaire afin d'évaluer la mise en œuvre et les premiers effets du programme et de la politique nationale d'alimentation scolaire du Canada.

Alors que le Canada lance son PNAS, le moment est venu d'investir dans des travaux de recherche afin de suivre l'évolution et les retombées du programme. À l'échelle internationale, les programmes alimentaires scolaires comptent parmi les outils les plus efficaces pour améliorer le bien-être physique et cognitif des élèves, favoriser la réussite scolaire, réduire la pauvreté et renforcer les systèmes alimentaires locaux. Cependant, malgré ces avantages avérés, le Canada n'a jamais conclu de partenariat de recherche formel et transdisciplinaire axé sur l'alimentation scolaire.



L'un des principaux objectifs de la recherche menée par Emploi et Développement social Canada est d'établir une base de données sur l'alimentation scolaire dans le cadre du PNAS. Il s'agit notamment d'identifier les lacunes en matière de connaissances et les priorités en matière de recherche afin d'orienter les politiques futures. Pour soutenir ce travail, nous recommandons d'investir dans le Partenariat de recherche sur le Programme national d'alimentation scolaire afin d'évaluer sa mise en œuvre et ses premiers effets. Il est important de noter que cet investissement serait complété par des bailleurs de fonds non gouvernementaux, pour des retombées accrues. Avec le début du financement du programme, ce groupe pancanadien de plus de 30 universitaires, décideurs, praticiens de l'alimentation scolaire et experts communautaires est prêt à étudier le développement et les répercussions du PNAS.

Ce partenariat suggère d'examiner la gouvernance, l'équité, la souveraineté alimentaire autochtone, l'effet des systèmes alimentaires et les résultats liés au bien-être, à l'éducation et à la durabilité au cours des trois premières années du PNAS.

Un investissement de cette ampleur nécessite un examen approfondi de l'évolution du programme dans le temps afin d'identifier ses réussites et ses lacunes, de l'améliorer en permanence et de garantir les meilleurs résultats possibles pour des générations d'enfants.

Conclusion

Malheureusement, beaucoup trop d'enfants vont encore à l'école le ventre vide, et les conséquences sont immédiates et durables. Le PNAS représente un investissement direct dans la classe moyenne, qui rend la vie un peu plus facile pour les familles qui travaillent et qui tentent de pallier aux effets de l'inflation. C'est aussi un filet de sécurité pour les enfants qui n'ont pas toujours assez à manger à la maison.

Par l'intermédiaire de ces recommandations, le gouvernement fédéral peut transformer la santé, l'éducation et l'équité des enfants dans tout le Canada. Ces actions permettront non seulement de répondre aux besoins urgents d'aujourd'hui, mais aussi de jeter les bases d'un système alimentaire scolaire universel, résilient et durable pour les générations à venir.

Le moment est venu de faire preuve d'audace. Le moment est venu d'agir.

Personne-ressource: Judith Barry, cofondatrice et directrice des relations gouvernementales

judith.barry@clubdejeuner.org